

DÉMOCRATIE ET POLITIQUE

Kalifa Matial DRABO

Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou (Burkina Faso)

E-mail : dkmartial@yahoo.fr

Résumé : La démocratie est un système politique répandu à la surface du globe et qui est largement accepté parmi les intellectuels. Elle est presque universellement acceptée si bien que, dans le monde entier, elle conquiert pays après pays. Il est pourtant nécessaire de faire la remarque que ce système engendre divisions et inégalités contrairement à ce que l'on pourrait penser. Il légitime la compétition électorale. Associé à l'économie, par le libéralisme économique, il a conduit à la richesse d'une minorité et à la pauvreté d'une majorité à l'échelle mondiale. C'est pourquoi, il est normal et légitime d'imaginer un autre système politique qui serait plus humain. Ce système alternatif serait selon nous le communisme, et ce, malgré ses échecs bien connus au XX^{ème} siècle. Mais cela exigerait une réflexion à nouveaux frais concernant un communisme différent des précédents.

Mots-clés : Communisme ; démocratie ; libéralisme économique ; mondialisation.

Abstract: Democracy is a worldwide political system which is largely accepted among intellectuals even among philosophers. It is so accepted and almost universally accepted that over the world it is conquering country after country. But it is necessary to notice that this system make possible divisions and inequalities, contrary to what we may think. This political organization legitimize the competition for representation by electoral means. Associated with economy by economic liberalism, it conducted to the wealth of a minority and the poverty of a majority in a worldwide range. That's why it is normal and legitime to imagine another system which could make possible a more human society. According to us this system is communism, in spite of all its failures in xxth century. But that need new reflections in order to find a new kind of communism different from the previous ones.

Keywords: Communism; democracy; economic liberalism; globalization.

Introduction

En quel sens la démocratie rentre-t-elle dans le questionnement politique de l'homme ? Qu'est-ce qui rend nécessaire de poser le problème politique en termes de démocratie ? En quel sens la démocratie est-elle un problème pour la politique ? Pour une première réponse à ces questions, on

pourrait dire que c'est sans doute la recherche du meilleur régime qui, historiquement, aboutit à tenir la démocratie comme le régime le plus adapté à l'humanité. Il est vrai que cela n'a pas empêché de poser la question de la viabilité du communisme, depuis Platon d'ailleurs, mais cela sera envisagé *infra*. On sait en effet que cette question du meilleur régime fut par excellence la question politique pour les philosophes de l'antiquité. Cela, avant d'être dévalorisé surtout par Hobbes qui avec la plus grande énergie la traita de rêveries oiseuse de même que par Machiavel qui par ailleurs indexa par sa critique en exergue son manque de réalisme.

Quoi qu'il en soit la discussion philosophique de ce problème aboutit dans la modernité à faire de la démocratie le meilleur régime politique ; sous une forme négative, il est vrai, puisqu'il s'agit en général de dire qu'il est celui qui a le moins d'inconvénients et le plus de bienfaits attestables.

Si de l'antiquité à nos jours on ne peut éviter l'impression que la pensée politique en philosophie est devenue moins ambitieuse (E. Weil, 1963), en partant de la question déchu du meilleur régime à celui du régime simplement acceptable, l'analyse des progrès socio-politiques atteste d'une certaine viabilité du système d'organisation démocratique. Du reste, ne serait-ce que dans le principe, on peut s'attendre à ce que plus d'hommes se retrouvent dans un régime politique qui, par principe, postule sacrées l'égalité entre les hommes, la discussion et l'expression, autant des groupes que des individus, plutôt qu'un régime qui se baserait sur l'inégalité et, par implication, sur la domination ou l'esclavage d'une frange de la société.

1. Démocratie et représentation

La démocratie est organisée comme démocratie électorale, les principaux dirigeants dans une société démocratiquement organisée de nos jours sont élus. Or, de ce qui précède, il est clair que l'élection est contre-démocratique, l'égalité, s'opposant à l'élection, la nie et l'invalidé. Une société ne saurait être viable si son fonctionnement se base sur la présupposition d'une classe d'élus, quel que soit par ailleurs le principe d'une telle élection. Pourtant la grande qualité morale de la démocratie et en même temps sa force, à savoir la prise en compte de la masse et l'expression de sa volonté fondée sur l'égalité entre les hommes, et qui autorisèrent Rousseau à écrire certaines des plus belles pages sur la politique, devient paradoxalement le

premier obstacle à la mise en œuvre d'un tel programme, l'expression de la voie de tout le monde de même que sa prise en compte, afin qu'elle ne soit pas formelle, de cette expression. Il s'agit du principe de la représentation.

Contrairement en effet à toute attente, pour mettre en œuvre la démocratie, le nombre, dont la prise en compte et la valorisation est l'une des victoires sociale, anthropologique et surtout morale, comme dit précédemment, devient un obstacle non négligeable et constitue même un obstacle majeur. La démocratie, en devenant effective dans l'histoire, est devenue "démocratie représentative". Qu'est-ce que cela signifie ? Que pose-t-il comme problèmes pour les ambitions propres du système démocratique ? Avant tout, il faut savoir qu'à côté de ce vocable de "démocratie représentative", on a parlé à une occasion où l'autre de "démocratie populaire", de "démocratie de partie", de "république". Le sous-entendu de toutes ces expressions est justement qu'elles recouvrent ou expriment l'idée de pouvoir du peuple dans la gestion de la cité. C'est ce pouvoir possible du peuple qui semble biaisé dans l'effectuation de la démocratie.

Pourtant, n'est-il pas possible que la gestion de la cité, en dernière instance confié à des représentants, soit plus viable et plus optimal que dans une forme directe de l'exercice politique démocratique ? La masse en effet n'a pas forcément un intérêt fort, soutenu et profond pour la chose publique, un intérêt profond pour les questions ponctuelles et pratiques de la vie politique. De même qu'elle n'a pas le temps nécessaire, la disponibilité pour s'intéresser et se consacrer de façon suivie et assidue aux problèmes de la cité.

Dès lors, il est clair qu'il est matériellement impossible pour la masse ou le peuple, vue du point de vue du nombre nécessairement grand, sinon au départ du moins après coup. De ce point de vue, la représentation devient un enjeu apparemment impossible sinon illusoire (B. Manin, 1996). Mais la question mérite d'être vue de plus près, car, si la démocratie paraît impossible à partir d'un certain nombre de difficultés, la représentation, elle, devient nécessaire. Et cette nécessité est celle qui invalide par ailleurs le concept de démocratie : il est évident qu'une gestion faite par le peuple lui-même est différente de celle faite par des mandataires, des représentants. Mais dans une société de spécialisation continue et de plus en plus affinée de rationalisation de la vie et du fonctionnement social (Max Weber), il est inopportun et sans doute contreproductif de compter sur le nombre pour la gestion politique,

que cette gestion soit vue au simple sens de la gestion des choses courantes comme celle de la prise en charge des grands enjeux politiques. Du reste, cette spécialisation n'est pas une spécificité des sociétés contemporaines rationalisée, elle est une simple nécessité sociale ou anthropologique depuis longtemps dénommé "division du travail", entendu comme la division des membres d'une société donnée selon la fonction et le rôle, fonctions et rôles dictés non par le choix en tant que tel mais par l'impossibilité pour tout le monde de faire les mêmes choses en même temps et encore moins de façon adéquate. C'est ce qui a occasionné dans l'antique Athènes, cité considérée de façon classique comme démocratique, que l'assemblée du peuple était quand même loin de détenir tout le pouvoir, celle-ci déléguant certaines fonctions importantes à des institutions ou des organisations autres qu'elle-même (Manin, p.17). Cela implique que les représentants aient une certaine indépendance vis-à-vis de leurs mandants. On sait d'ailleurs que les constitutions politiques donnent une prérogative aux détenteurs du pouvoir exécutif, par exemple la décision d'entrée en guerre où une certaine discrétion dans les affaires diplomatiques.

En un mot, la représentation semble ruiner l'idéal politique démocratique. La démocratie comme idéal politique ou, ce qui revient au même, l'essence ou la fin de la politique envisagée sous la forme démocratique semble un leurre.

Pourtant, cela prouve malgré tout la nécessité de la représentation. Que devient concrètement celle-ci ? Si la représentation est biaisée dès le départ, le représentant est-il néanmoins capable ou apte, de par sa position, à satisfaire son rôle, à représenter de façon acceptable le peuple ?

Comment le représentant représente-t-il pour ainsi dire ses mandants ? Il est autorisé en règle générale par les lois à décider par lui-même, c'est cela la délégation. Mais, qu'il soit décidément corrompu ou pas, ce qui implique de se passer de l'injonction de fidélité et même de redevabilité, le représentant a tendance à faire confiance en son pouvoir propre, ce qui l'emmène à se délier de ses mandants et à ne plus se sentir, consciemment ou pas, lié au peuple, que cette défection de sa mission soit consciente ou pas, décidé ou pas.

De toutes façons, peut-être qu'il ne faut trop exiger du représentant, le peuple sait-il toujours ce qu'il veut et peut ? Il peut vouloir son bien propre,

mais les moyens et les conditions lui sont généralement étrangers. Mis à part en effet les questions de *real politique*, le peuple ignore les moyens et les conditions de la gouvernance et, généralement, pour tout dire, il semble qu'il ait intérêt à l'oublier, l'opulence d'un peuple usurpateur, fût-ce à travers ses gouvernants, est difficilement remise en cause par ses gouvernants en toute sécurité, du moment qu'on s'attache au niveau de vie auquel on est habitué et on finit par le trouver naturel et même justifié.

En d'autres termes, l'égalité de principe, corollaire de la souveraineté du peuple, peut dès lors être biaisée par l'opérationnalisation et l'organisation même de la démocratie ; cela, de façon nécessaire par la division des tâches et par une corruption de la personnalité de l'homme politique de par la trahison dont il se rend coupable ou, également, par un manque de fidélité et une perte de vue de ses missions.

2. Démocratie et inégalité

On comprend que dans sa mise en œuvre, la démocratie fasse assez peu bon ménage avec la valorisation et le triomphe des inégalités. Pour des raisons anthropologiques d'abord, en ce que, comme précisé plus haut, il est une nécessité pour l'espèce humaine dans son organisation et sa survie de diviser le travail, ce qui impose alors une division du travail et, sur la base de cette première distinction, les responsabilités confiées aux uns et aux autres rendent possible d'une part un manque de respect de la chose publique et d'autre part un manque de respect de l'esprit même de la démocratie.

Dès lors se précise pour nous le fait que la liaison entre la démocratie et la politique en tant que la première serait un cas particulier d'organisation de la seconde en prétendant en représenter la forme la plus adéquate, car la meilleure, n'aille pas de soi, non parce qu'elle est d'emblée disqualifiée mais parce qu'elle présenterait des limites intrinsèques autant que des limites qui la dépasseraient et trouveraient son origine dans la constitution même de l'homme en tant que tel.

C'est cette corruption, sinon cette incapacité interne, propre à la démocratie, et externe, propre d'abord à l'homme dans l'organisation du vivre ensemble, que nous allons essayer de clarifier davantage dans les lignes à venir.

En effet, l'égalité, idée princeps de la démocratie, a également comme corollaire la liberté. Pour que les individus soient vraiment égaux, il faut commencer par leur reconnaître un fait fondamental qui précède les situations sociales et qui devrait dès lors guider les manières que l'on a de considérer l'individu politique autant que la conception que l'individu appartenant à une cité démocratique devrait avoir de lui-même.

C'est cette liberté qui va donner de façon progressive l'accentuation de la valeur politique de l'individu en tant que libre et responsable dans la manière de se déterminer socialement. Il s'agit du libéralisme politique. Le libéralisme qui prône l'autodétermination à la fois de l'individu et des groupes a abouti historiquement à proclamer une forme exagérée de sacralisation de l'individu à telle enseigne que l'individu contemporain, devenu roi, à pousser dans leurs extrêmes politiques ses idées d'autodétermination et d'autojustification. D'où un isolement des individus même lorsqu'ils pensent appartenir à un groupe ou une ethnie, même lorsqu'ils se disent patriotes. Les idéaux d'authenticité et de fidélité à soi ont fini par éclipser et perdre de vue, dans les sociétés fortement libéralisées et dites par la même occasion démocratiques, le *sentiment* d'appartenance au groupe. D'ailleurs, ce mouvement historique de libéralisation politique a été en même temps accompagné par une rationalisation (M. Weber) des modes de vies et des comportements, par un recul du sentiment religieux et mythiques, à savoir, suivant l'expression, de Max Weber, un « désenchantement du monde ». Le monde du libéralisme est un monde où l'individu est libéré de toute autorité supérieure devant qui il devrait se sentir obligé de se justifier, l'autojustification de l'individu implique que l'État même devrait constamment justifier sa présence et sa nécessité. La liberté de penser de l'individu contemporain, droit reconnu de façon normale et justifiée par le régime démocratique, car il faut bien protéger l'individu contre les pouvoirs qui ont toujours tendance à l'utiliser sans respect de sa dignité, a autorisé une auto-centration exclusive, sauf cas de nécessité, de toute autorité. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la récrimination des milliardaires américains qui rechignent à payer leurs impôts, refusant de comprendre pourquoi selon eux un individu usant de sa créativité pour produire de la richesse devrait en remettre une partie à l'État.

3. Démocratie et capitalisme

La démocratie libérale, comme on le sait, a partie liée avec l'économie considérée comme système de production, de distribution et d'échanges de biens et services fondé sur l'initiative privée. A la démocratie libérale, au contraire des démocraties dites populaires, si ce nom a encore un sens, qui définissent leurs économies par la planification, correspond un système économique qui se base sur l'individu et ses initiatives personnelles, l'initiative privée et ce qu'il possède sont considérés comme sa propriété privée. Cette initiative privée est corrélée à la recherche du profit, le sujet social ou l'individu de la société capitaliste est prioritairement considéré comme un sujet économique qui accorde pour ce fait une grande valeur à l'esprit de profit (Aron, 1962, p.120). Cela implique une surenchère de la notion de propriété, devenue propriété privée d'une part, mais, d'autre part il occasionne une compromission de l'idéal démocratique. Compromission d'ailleurs liée à la privatisation à vocation apparemment sinon intégrale du moins systématique et structurelle. Privatiser la propriété à outrance alors que l'individu, plus ou moins érigé en *homo œconomicus*, puisque la démocratie libérale est devenu par là une société productiviste dans laquelle les forces et les énergies sont aujourd'hui évaluées selon le critère de la productivité et de la place dans la chaîne de la production, c'est soumettre le politique à l'économique, c'est faire le choix du primat de l'économique sur le politique et donc des individus engagés de façon consciente et décidée dans le processus et dans le système de la production.

C'est ce glissement qui a permis la surenchère actuelle du capitalisme. La valorisation de la production et du producteur n'est qu'un premier pas vers la valorisation d'un système et d'un mode de fonctionnement plus sévère. Il s'agit de l'économie capitaliste. Il y a un passage entre la consécration de l'individu, la proclamation de son égalité en rapport à tout autre individu, la proclamation qu'avec les autres individus que sont ses semblables, formant ainsi la cité, il forme un peuple considéré lui-même comme souverain et la souveraineté du capital ; tout cela à l'intérieur de la société démocratique. La question se pose de savoir si cette démocratie, dans son fonctionnement comme dans ses objectifs, n'est pas dérangée, c'est-à-dire prise en otage par une excroissance, un surdéveloppement d'un facteur qui, tout en prenant

naissance et étant justifié en démocratie même, devait au préalable être contrôlé et dominé par la politique. Il est en effet évident qu'une minorité (1% de la population mondiale posséderait 80 % des richesses mondiales) de personnes détient nettement plus que la majorité. La conséquence logique de cette répartition est justement le pouvoir octroyé à cette minorité qui travaille dans le même temps à légitimer ses possessions et sa capacité à maintenir cette emprise financière. Ce travail de maintien du pouvoir financier se fait à travers l'influence exercée sur tous les pouvoirs politiques et sociétaux. Exercice facilité davantage par le fait qu'en démocratie, le droit est octroyé à chacun de s'exprimer, y compris lorsqu'on n'est pas d'accord avec celle-ci. Le travail de sape des pouvoirs financiers est largement justifié par le droit démocratique même.

Qu'on le sache bien, le capitalisme n'a pas encore abouti à réclamer la non intervention intégrale de l'Etat, afin que les individus et les groupes financiers soient les seuls maîtres à réguler le marché, ce qui est perceptible c'est plutôt des tentatives et des appels à un Etat aussi minimal que possible. La foi dans le marché se fonde depuis longtemps sur l'hypothèse de la main invisible d'Adam Smith, hypothèse selon laquelle le marché se régule de lui-même comme par une main invisible ayant ainsi pour conséquence une augmentation des richesses et évitant du même coup les travers ou les excès qui compromettraient radicalement la vie sociétale ou le marché lui-même dans sa cohérence sociale.

4. Démocratie et mondialisation

Or ce pouvoir se décline de manière à conquérir insidieusement tous les aspects de la vie mondiale. A commencer par le contrôle, la gestion et les flux financiers jusqu'à la main mise sur les richesses naturelles des nations pauvres. Mais avant cela, cette emprise commence par empêcher l'autonomie des organisations internationales et par conséquent leurs actions sur le terrain. Depuis que le capitalisme intégral est devenu le mode de fonctionnement de l'économie mondiale¹, aucune institutions ou entité n'est à l'abri d'un blocage ou d'un chantage de quelques groupes financiers ou même de certaines multinationales. De la même manière, les pays pauvres

¹ Sous l'impulsion du président américain Reagan et du premier ministre anglais Margaret Thatcher

poursuivent leur endettement qui les affaiblit et les oblige à faire appel à des multinationales pour exploiter leurs richesses et leur donner une part minimale en raison de leurs supposées incapacités ou de leurs retards scientifiques et technologiques. On comprend que cette mainmise perdure et s'auto-reproduise pour longtemps encore. Il est clair que cela scandalise, car il s'agit "d'une pauvreté dans l'abondance"² à l'échelle mondiale, d'une richesse inouïe cohabitant avec la plus abjecte ou, si l'on veut la plus triste, des misères. D'ailleurs, toute analyse sérieuse de la question est forcément consciente des débuts du capitalisme, dont l'une des clés de l'essor a été l'esclavage et la colonisation, avant ce qu'aujourd'hui certains appellent néo-colonisation : la possibilité d'exploiter une masse d'individus comme main d'œuvre gratuite sans grande nécessité³. Pire, selon A. Badiou (1996, p. 128), ce qui n'est pas exagérer, à terme, même l'air que nous respirons sera privatisé.

S'il n'y a pas là un démenti radical de la fiabilité de la démocratie, il y a néanmoins le constat d'une forme d'échec qui mérite d'être examiné de plus près et qui exige un progrès.

Vu toutes ces difficultés causées par et dans les démocraties, on comprend que nombreux soient ceux qui ne se reconnaissent pas, sinon dans la démocratie économique devenue capitalisme outrancier, du moins dans le capitalisme en tant que conséquence directe de la démocratie dite libérale. Le constat des inégalités est fait par tout le monde même si ça et là on affirme que les inégalités diminuent à l'échelle mondiale, il est vrai de façon très peu perceptible tant il est vrai que la misère crève les yeux ou nos écrans de télévision.

La démocratie est donc en crise. En engendrant le capitalisme dit sauvage, elle semble avoir provoqué une nouvelle occasion d'inégalités. Le moindre qu'on puisse dire est que le régime démocratique a atteint à ce niveau une de ses limites et qu'à ce titre, il n'a pas tenu ses promesses. Lorsque par la démocratie la possibilité de s'enrichir en vient, par la privatisation, à appauvrir de façon nécessaire, vu son mode d'opérationnalisation et de

² Titre d'un ouvrage de John Maynard Keynes, 1929.

³ En occident, il y avait des contre-pouvoirs qui dénonçaient et remettaient en cause les pratiques esclavagistes et, peu après, les pratiques assez inhumaines vécues par les populations colonisées.

fonctionnement, en excluant ou en exploitant une masse humaine, on peut dire qu'il y a une crise de la démocratie.

Pourtant, il n'est pas rare de voir défendre l'idée selon laquelle la mondialisation actuelle équivaut également à la propagation et à la valorisation de la démocratie comme système politique adapté à notre époque. Il y eut même des auteurs pour défendre la thèse selon laquelle la démocratie libérale, y compris et prioritairement en son aspect mercantile, en d'autres termes l'économie comme marché mondialisé, est le système politique de la fin de l'histoire : « à la fin de l'histoire, il ne reste aucun rival idéologique sérieux de la démocratie libérale » (F. Fukuyama, 1992, p. 245).

Il est cependant perceptible que la misère à l'échelle mondiale implique une insatisfaction foncière concernant la démocratie déclinée comme démocratie libérale capitaliste.

Il faut dire que la force de la démocratie est cependant telle que, malgré les critiques qu'il est possible de lui adresser, son triomphe est tel que même les sociétés dont les classes dirigeantes rejettent le mode de fonctionnement démocratique en tant que tel arguant généralement du contrôle ou du détournement des énergies et des efforts sociaux par une classe restreinte, la classe dominante ou la classe hégémonique, selon le mot de Marx ou Gramsci, adhèrent quelques fois à la fiabilité de certains modes classiquement considérés comme démocratiques ou des manière de fonctionner auxquelles on ne s'attendrait pas d'emblée. Pour exemple, il faut signaler le fait que, en Chine par exemple, la classe dirigeante change régulièrement. Que cela soit fait à l'intérieur du parti et selon des règles fixées par le parti n'enlève rien au fait qu'il s'agit d'une alternance au niveau des classes dirigeantes. Alternance restreinte qui n'enlève certes rien au fait qu'un changement des personnalités dirigeantes n'est pas une alternance forte, auquel cas différentes alternatives ou idéologies pourraient être proposées pour la gestion de la cité.

A ces empreints sectoriels ou parcellaires à la démocratie, il faut ajouter ce que nous avons appelé au début de cet écrit le triomphe contemporain de la démocratie, triomphe contemporain qui est en fait un phénomène politique planétaire. La démocratie s'impose par le mouvement même de l'histoire comme le régime politique de la modernité.

La démocratisation du monde ne concerne cependant pas seulement les Etats particuliers qui occupent chacun son espace. Elle occasionne quelque chose de plus grand qui préfigure ou représente la forme embryonnaire d'un état mondial⁴. La création en 1948 de l'Organisation des Nations Unies censée fonctionner selon des règles démocratiques est un succès éclatant de la valeur accordée à ce système. Au-delà du débat sur son caractère tout à fait démocratique ou non, l'évidence est qu'elle est une tribune pour toutes les nations qui y adhèrent. Le fait qu'il y ait des nations plus fortes que d'autres, que le conseil de sécurité ne rassemble pas tout le monde et que les plus gros contributeurs soient aussi les plus influents n'empêchent pas que les nations unies soient un pas vers la paix perpétuelle imaginée par l'abbé Pierre au 17^{ème} siècle. Cela semble prouver de la même manière que cet Etat mondial, garant possible de la paix perpétuelle future, embryonnaire mais déjà perceptible dans le rôle d'arbitrage supranational de cette institution, ne pourrait se présenter que sous la forme démocratique de la gouvernance politique.

Ce constat conforte l'idée que la démocratie est le système politique humain par excellence, malgré tous les reproches qu'on pourrait lui faire. Et si elle est envisagée comme telle, c'est qu'on y espère la rationalité sous la forme de la coïncidence entre paix et raison ; qu'elle serait l'incarnation d'une société qui permettent aux hommes de vivre ensemble dans la reconnaissance générale des uns et des autres de sorte que par cette reconnaissance le vivre ensemble impliquerait l'absence de tensions fortes, et donc compréhension mutuelle à telle enseigne que individus et communauté quelconques seraient épanouis. La vie démocratique réelle serait la politique et la raison réconciliée.

5. Démocratie et communisme

Pourtant nous avons bien en évidence plus haut les difficultés politiques occasionnées par la démocratie, difficultés justifiant la remise en cause de la fiabilité de ce régime, notamment à travers les inégalités, que son principe de liberté hypostasiée en "libéralisme" rendait possible. Dans ce cas, vers quel changement devrait-on poursuivre la réflexion et, il faut le dire, la

⁴ L'expression est d'É. Weil (1963).

lutte ? La prise de conscience de ces inégalités provoque à son tour des remises en cause du système capitaliste ou de l'économie mercantiliste ou encore plus fondamentalement de la démocratie elle-même (Badiou, 2016). Cela va par exemple du mouvement 'occupy wall street' à l'appel à la révolution à travers le renouveau marxiste ou non, par exemple l'hypothèse communiste d'Alain Badiou. Le capitalisme devenue "sauvage" étant une dérive de la démocratie née d'une décision ou d'un choix politique (Savado, 2005, p. 91) d'une frange de l'humanité, il est possible par des luttes et des décisions d'enfanter une nouvelle société. Laquelle ?

Nous sommes obligés de reconnaître ici que nous rencontrons à nouveau le problème du meilleur régime. Le meilleur régime est celui qui rend possible ou crée une société dans laquelle individus et groupe, quelle que soit la nature du groupe, sont épanouis en vivant rationnellement, c'est-à-dire raisonnablement, lorsque les règles rationnelles coïncident avec celle de la morale, chacun développant son potentiel et n'a point besoin de léser son semblable et celui-ci, réciproquement, ne sent pas le besoin de le léser.

Le communisme serait-il "énigme résolu de l'histoire" comme le soutenait Marx (2007, p. 146) ? Si le communisme représente véritablement la fin des inégalités, on serait tenté de dire que sa réalisation est le fin mot de l'histoire. Entendu que cette fin des inégalités correspondrait à une phase sociétale dans laquelle les individus, épanouies, développent leurs potentiels propres tout en étant satisfait du point de vue de leurs besoins propres, c'est-à-dire, comme le disait Marx (1975, p. 60) dans sa *Critique du programme de Gotha*, « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Il est pourtant difficile de défendre aujourd'hui le communisme tant on se rappelle ce qu'il a coûté aux peuples qui, au XX^{ème} siècle, l'ont expérimenté en terme de sacrifices et qui ont dû le rejeter à cause justement de ce prix lourd à payer. Nul d'ailleurs, pour peu qu'il soit informé, n'ignore aujourd'hui ce qu'a été le goulag. Nul n'ignore non plus que les peuples de ces contrées ont eu régulièrement tendance à fuir vers les régimes démocratiques. Ainsi, dans l'Allemagne d'après-guerre, les habitants de l'est communiste fuyaient vers l'ouest démocratique et les fuyards, sans procès, étaient pour la plupart fusillés. Ce qui explique que la chute du mur de Berlin, symbole de la chute du dernier bastion communiste d'Europe, ait été vue comme un progrès politique fort mais également un progrès civilisationnel. Pour enfoncer le

clou, les anciennes nations soviétiques sont toutes rentrées dans la mode démocratique. C'est d'ailleurs sur ces constats que le diplomate américain Francis Fukuyama, en 1989 justement, lança d'abord, dans un article, son verdict sur la fin de l'histoire dans la démocratie libérale.

Trente ans après la chute du mur, il serait légitime de se demander si le verdict serait gardé en l'état par Fukuyama. Car quel mode du vivre-ensemble le triomphe de la démocratie libérale capitaliste a-t-elle enfanté ? L'individualisme, plus ou moins forcené⁵, a certes remplacé les rêves collectivistes même les moins ambitieux. L'individu de la citoyenneté démocratique, rationalisé et devenu individu-roi, n'est plus vraiment empathique vis-à-vis de son prochain, son authenticité semble exclure la prise en compte de l'autre ; sphère privé et sphère publique nettement distinguée deviennent souvent exclusive l'une de l'autre. La puissance d'évocation du collectif a disparu ou s'est nettement affaiblie. Cela ne veut pas dire qu'aucune forme de communautarisme n'existe dans les sociétés démocratiques avancées. Mais ce qui lie désormais les populations ou les groupes, c'est la misère lorsqu'on appartient au tiers monde ou la religion, lorsqu'on n'est pas encore bien rentré dans la vie démocratique mais que l'on s'estime néanmoins victime de cette dernière, ce qui donne l'occasion à des revendications aussi rétrogrades que sectaire de se manifester.

Que le communisme ait échoué dans l'histoire, il s'agit bien d'échec provisoire car, le communisme a rarement été porté par des hommes patients, intelligents et clairvoyant. Quel communiste connu ayant géré un Etat a-t-il eu la valeur d'un homme d'action doublé d'un penseur de premier plan comme Lénine ? Que la démocratie libérale s'étant dans son développement embourbée dans la réduction de la majorité de l'humanité dans une forme de vie qui manque de dignité, il convient d'envisager une société qui pourrait être plus communautaire qu'individualiste et plus morale que sauvage.

L'ambition communiste est celle d'une société de dignité et de fraternité universelles basée sur la suppression des « lois de concurrence, de survie à tout prix, d'intérêt privé, de constantes méfiances hostiles à l'égard des autres, qui sont toutes des lois de la vie brute, des lois animales, des lois

⁵ Même la Chine y participe désormais, le pays étant lui aussi engagé dans l'économie de marché, le marché étant devenu marché planétaire. Et l'individualisme de façon insidieuse s'y impose, lentement mais sûrement.

naturelles » (Badiou, 1996, p. 139). C'est là une espérance justifiée, car la paix, l'humanité et la raison s'y rejoignent. Quant à la question de sa mise en œuvre, qui exigerait de comprendre dans les détails les échecs passés à la fois du communisme et de la démocratie libérale, cela se fera progressivement, à mesure que la démocratie libérale capitaliste montrera ses faiblesses, faiblesses qui ont commencé à se dévoiler.

De ce point de vue, le communiste semble cependant une utopie. A l'évocation de ce système politique, l'habitude est de songer soit aux échecs passés des régimes communistes soit à son contenu théorique apparemment utopique. Déjà Marx reprochait aux socialistes de son époque, Owen, Proudhon, Saint-Simon, un manque de rigueur dans la réflexion aboutissant à un manque de précision des "présupposées nécessaires" (Sève, 2014, p. 294) pour une saisie adéquate de la fin visée, à savoir le socialisme, ce qui a amené Marx lui-même à se focaliser sur les procès concrets du travail aboutissant ainsi à une réflexion économique des interactions sociales. Critique lui a été par la suite adressée, par exemple par Raymond Aron (1955, p.) sous d'autres formes. De Marx au capitalisme d'aujourd'hui où le prolétaire n'est plus forcément l'ouvrier, dont parlait *Le Capital*, les changements et même les progrès sociaux occasionnés par le capitalisme lui-même n'enlèvent rien à la puissance humanisante du communisme comme théorie politique viable et envisageable comme possibilité pratique pour le genre humain.

Pour ce faire, il faudrait cependant renoncer au pessimisme et envisager, comme Marx même, ne serait-ce que pour ce qui concerne les enjeux politiques forts, que « l'humanité ne se pose que de questions qu'elle peut résoudre » (Marx, 1972). C'est seulement un optimisme fort qui peut remettre en cause de façon solide la démocratie libérale en fissurant par l'analyse la forteresse qu'elle est devenue. La propriété privée se cache derrière la liberté de l'individu, qui se justifie par la dignité de l'individu se justifiant elle-même par la dignité humaine ; mais de l'un à l'autre, la collectivité et le sens du collectif ont été sacrifiés. Alors, que faire ? Le nouveau communisme devrait savoir valoriser l'individu et sa créativité sans perdre de vue la communauté, le collectif et sa sauvegarde. C'est là le défi futur de la pensée politique.

Conclusion

Si la démocratie apparaît comme le régime politique le plus correct, qui, comparé aux autres régimes peut être considéré comme le moindre mal, donc le plus acceptable, après trois siècles de valorisation de ce régime et l'imposition au XXème de son excellence, il est aujourd'hui perceptible qu'en se développant, développement qui s'est poursuivi dans sa transformation normale en démocratie libérale et capitaliste, il a abouti à des formes inédites d'inégalités. Selon nous, la seule possibilité qui, humainement, permettrait d'avancer par rapport à cette démocratie, c'est le communisme. Mais pour ce faire, il faudrait repenser ce communisme en reconnaissant d'abord ses échecs retentissant au siècle passé, d'une part, et, d'autre part, comprendre et accepter que son modèle en vaille la peine. Après tout cela, on pourra construire un communisme qui correspondrait à sa dénomination et sera de fait la société la plus humaine possible.

Références bibliographiques

- ARON Raymond, 1962, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard.
- BADIOU Alain et LANCELIN Aude, 2016, *Eloge de la politique*, Paris, Flammarion.
- KEYNES John Maynard, 2002, *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard.
- FUKUYAMA Francis, 1992, *la fin de l'histoire et le dernier homme*, trad. D. Canal, Paris, Flammarion.
- MANIN Bernard, 1996, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion.
- MARX Karl, 1972, *Contributions à la critique de l'économie politique*, trad. Maurice Husson et Gilbert Badia, Ed. Sociales.
- MARX Karl, 1975, *Critique du programme de Gotha*, éditions sociales /GEME.
- MARX Karl, 2007, *Manuscrits économique-philosophiques de 1844*, trad. F. Fischbach, Paris, Vrin.
- PICKETTY Thomas, 2013, *le capital au XX^{ème} siècle*, Paris, Seuil.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, 2001, *Du contrat social*, Paris, Flammarion.

- SAVADOGO Mahamadé, 2005, *Esquisse d'une théorie de la création*, Namur, P.U.N.
- SEVE Lucien, 2014, *Penser avec Marx aujourd'hui*, tome III, Paris, La dispute.
- STRAUSS Leo, 1986, *Droit naturel et histoire*, trad. M. Mathieu, Paris, Flammarion.
- WEIL Eric, 1963, *Philosophie politique*, Paris, Vrin, 1963.